

La FSU et le SNUipp soutiennent les parents et les enseignant-es mobilisés contre la remise en cause de l'éducation prioritaire dans le Jura et appellent au succès de la journée écoles mortes à Morez.

La France est encore l'un des pays où l'origine sociale influe le plus sur les résultats scolaires. Nous avons besoin de politiques publiques favorisant la mixité sociale et l'amélioration des conditions de vie des familles. Nous avons également besoin d'un vrai coup d'accélérateur pour l'éducation prioritaire, pour donner plus de moyens et permettre la réussite de tous les élèves. Le gouvernement doit entendre la demande légitime d'un élargissement significatif du périmètre de l'éducation prioritaire, et faire rapidement des annonces en ce sens.

D'un côté, une situation économique et sociale qui s'est objectivement dégradée et donc des besoins éducatifs en hausse. De l'autre, une carte de l'éducation prioritaire au périmètre inchangé avec l'entrée de la Guyane et Mayotte et en contrepartie la sortie pour d'autres de l'éducation prioritaire.

La ruralité est la grande oubliée : Les critères choisis par le ministère priorisant les zones urbaines sensibles mettent en difficulté les secteurs ruraux ou les petites villes. Or, si les réalités sont différentes, les besoins sont bien réels. Aux difficultés sociales, s'ajoutent les conséquences de l'éloignement des structures de soins, des centres culturels, des lieux de travail. L'éducation nationale et les services publics doivent apporter des réponses adaptées partout et au plus près des familles avec des moyens supplémentaires, des financements pour les sorties, du travail en équipe et en réseau. L'éducation prioritaire doit aussi concerner les écoles rurales.